

## Mouvement du 19 mai 2017

Je vais commencer par vous faire un rapide historique de notre situation.

Nous avons pris connaissance en février de la Dotation Horaire Globale (DGH) proposée pour la rentrée 2017. Cette dotation est totalement incompatible avec de bonnes conditions d'apprentissage et, par ricochet, de réussite (pour les élèves). Elle ne permet pas de bonnes conditions d'exercice (pour les enseignants) ; elle met en cause le bon fonctionnement de notre établissement.

Une délégation d'enseignants de l'établissement a été reçue le mardi 7 mars par Mme Tomi – IA-DASEN Adjointe – et M Davasse – Proviseur vie scolaire. L'absence de réponse concrète à nos inquiétudes ne nous satisfait pas.

Le 25 avril nous avons présenté au Conseil d'administration du lycée une motion commune avec les parents d'élèves FCPE et AIPE, les personnels non enseignants et les élèves élus dénonçant l'extrême faiblesse de notre DGH.

Le jeudi 11 mai nous avons tenu une réunion avec les Parents FCPE et AIPE. Nous avons à ce moment-là envisagé une pétition, la distribution d'un tract le samedi 13 aux parents d'élèves de troisième des collèges du secteur reçu au lycée pour une information, la signature de la pétition papier à leur faire signer. Puis nous avons mis en ligne une pétition numérique.

Le lundi 15 mai une délégation de parents a été reçue à la DSDEN.

Ce vendredi 19 mai nous, enseignants du lycée, organisons un mouvement d'occupation de notre établissement.

Pour en venir au fond du problème qui nous met en colère :

Nous ne comprenons toujours pas comment accueillir 98 élèves supplémentaires (soit l'équivalent de trois divisions presque complètes) avec seulement 46 heures supplémentaires par rapport à la DHG initiale de la précédente rentrée. Certes nous avons réussi à sauver un poste en mathématiques mais au détriment des conditions de travail d'une collègue qui sera affectée sur deux établissements. Cet arrangement n'a été rendu possible que grâce à sa bonne volonté et au détriment de ses conditions de travail.

Certes, le lycée Camille Claudel est classé parmi les lycées les plus favorisés du département selon le nouvel indicateur de positionnement social mais avec la disparition de l'orientation précoce, la suppression des redoublements sans moyens de remédiation satisfaisante pour aider les élèves en difficultés, la fermeture de certaines voies professionnelles, de plus en plus d'élèves passent en 2de générale et notre public est de plus en plus hétérogène. Cette année nous sommes déjà confrontés à de grandes difficultés (la liste suivante n'étant pas exhaustive loin s'en faut !) :

- En langues, les tests de positionnement effectués la première semaine de septembre laissent apparaître de très fortes lacunes (niveau 3° non acquis) chez plus de la moitié des élèves de 2de.
- En français, un tiers des élèves accueillis au lycée n'a pas le niveau requis en fin de collège.

- En mathématiques, les tests effectués pour organiser l'Accompagnement Personnalisé au premier trimestre mettent en évidence des lacunes qui remontent à la classe de 6<sup>e</sup>, voire au primaire.
- Parmi les élèves les plus en difficulté, le découragement est plus marqué : certains baissent désormais les bras dès les premières semaines de 2de.
- L'absence de continuité entre collège et lycée suite à la réforme du collège laisse envisager une rentrée 2017 encore plus difficile.

Pour faire face à cette situation, M Kleczek – Proviseur de l'établissement – doit envisager :

- La réduction du nombre de cours en demi-groupe en français et en mathématiques (1 heure tous les quinze jours au lieu de 1 heure par semaine actuellement)
- La réduction des heures de TP en SVT
- La réduction des heures de TP en Physique-Chimie
- La suppression de l'option athlétisme-musculation
- La réduction de l'AP à 2 heures pour la série littéraire

Comment développer le goût des sciences pour des élèves ne manipulant pas en collège en réduisant leur temps de travaux pratiques en seconde ?

Les dédoublements et accompagnements sont des temps propices à la remédiation et à l'aide méthodologique. Ils permettent de travailler au mieux avec ce nouveau public hétérogène, de vérifier le niveau d'acquisition des fondamentaux et de personnaliser les conseils. Ils sont indispensables. La suppression de nombre de ces heures l'an prochain achève de décourager des enseignants qui continuaient à s'investir dans des actions supplémentaires telles que le tutorat, le soutien, l'encadrement d'élèves en difficulté pendant les vacances, le stage de rentrée en août en mathématiques pour les entrants en TS et l'évaluation commune en 1<sup>e</sup> S pendant les jours de pré-rentrée... Beaucoup ont la sensation de toucher aux limites de leur enseignement en tentant de combattre, toujours plus difficilement, la dégradation des conditions de travail et d'apprentissage. Il nous semble que nous sommes face à un système sourd et aveugle à la réalité du terrain qui ne se maintient encore que grâce à l'abnégation et la ténacité des enseignants (combien font bénévolement des heures supplémentaires pour compenser les failles du système ?) Dans ce contexte, nous redoutons une fuite vers le privé de la part de familles inquiètes face au nivellement par le bas.

Mais toute autre suppression de dédoublement serait tout autant catastrophique ! La disparition de l'option EPS nous choque également grandement.

Nous sommes également extrêmement préoccupés par la question des affectations des élèves hors secteur au sein de l'établissement. Actuellement, près de la moitié du public de Camille Claudel n'est pas du secteur et a demandé à suivre une option spécifique souvent artistique au lycée. Avec la suppression des codes de vœu MEF pour les options artistiques (le japonais ayant conservé son MEF spécifique), la procédure d'affectation des futurs 2de se complexifie et s'opacifie. Il y a un risque de diminution du nombre d'élèves recrutés hors secteur volontaires pour une option spécifique, ce qui mettrait en danger le maintien de ces options. Or, en danse, par exemple, l'option, qui n'est proposée dans l'académie de Versailles qu'à

Camille Claudel et à Rambouillet, représente entre 13 et 14h d'enseignement. Un second poste d'EPS pourrait être supprimé.

Le Lycée Camille Claudel possède depuis quelques années le label *lycée des métiers des arts et du design*. C'est une identité spécifique et unique dans l'ouest du Val d'Oise qu'il revendique depuis son origine il y a vingt-sept ans et qui, chaque année, attire de nombreuses familles de futurs candidats lors de la Journée Portes Ouvertes. Les prévisions actuelles de la DHG risquent non seulement de mettre à mal les conditions d'exercice des enseignants et les conditions d'apprentissage et de réussite des élèves, mais aussi, à très court terme, de détruire l'essence même de l'établissement. Rappelons que rares sont aujourd'hui les lycées parvenant à compter deux classes en 1<sup>e</sup> et en Tle Littéraires. A Camille Claudel, l'attrait de la série Littéraire est réel grâce aux options qui font vivre la série : les redoublants des années précédentes n'ont pu être acceptés faute de place et les demandes de réorientation en interne vers la série L n'ont pas pu être satisfaites, car les classes sont d'ores et déjà complètes. La mise en danger de ces options pourrait ainsi avoir des conséquences dramatiques.

En conclusion, notre inquiétude est très vive concernant la prochaine année scolaire mais également les années suivantes. Il nous semble inenvisageable de nous résoudre à travailler et faire travailler les élèves dans des conditions encore plus dégradées du fait d'une telle DHG.

Nous sommes en colère. Depuis des années nous nous arque-boutons pour soutenir nos élèves. Nous multiplions les projets, les dispositifs d'aide, les tutorats, etc.

Nous sommes chaque année confrontée à une baisse de nos moyens pour travailler, nous n'en sommes plus à ronger l'os mais nous attaquons la moelle ! Comment tenir le coup face à des élèves qui ont besoin de nous et de nous en plein forme.

Nous n'en pouvons plus, nous sommes confrontés à un véritable empêchement au travail. Nous ne sommes pas gourmands ! Il nous semble que 26 heures supplémentaires sur un total actuel de 1933 heures ne représente pas un effort insurmontable mais permettrait un fonctionnement identique à celui de cette année. Bien entendu plus d'heure ne pourraient être que bénéfique à nos élèves.

Nous tenons à remercier Dominique Lefebvre – député socialiste sortant et candidats aux élections législatives sous l'étiquette du le Parti Socialiste – et Katia Noin-Ledanois – candidate aux élections législatives sous l'étiquette de la France Insoumise – pour leur présence ce soir et pour leur soutien.

Nous remercions également Julie Ménard du Journal Le Parisien et Jérôme Cavarreta de la Gazette du Val d'Oise qui ont répondu à notre invitation pour couvrir notre mouvement et l'équipe de Vonews95 qui a accepté de diffuser une information concernant notre action.